

International Review of Community Development Revue internationale d'action communautaire



Jean-Claude Kaufmann, avec la collaboration de Monique Laigneau, *La Vie H.L.M. Usages et conflits*, Les Éditions ouvrières, Paris, 1983, 183 p.

François Charbonneau

Numéro 10 (50), automne 1983

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1034668ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1034668ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Lien social et Politiques

ISSN

0707-9699 (imprimé)

2369-6400 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Charbonneau, F. (1983). Compte rendu de [Jean-Claude Kaufmann, avec la collaboration de Monique Laigneau, *La Vie H.L.M. Usages et conflits*, Les Éditions ouvrières, Paris, 1983, 183 p.] *International Review of Community Development / Revue internationale d'action communautaire*, (10), 162–163.
<https://doi.org/10.7202/1034668ar>

Tous droits réservés © Lien social et Politiques, 1983

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

érudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

La coopérative³ est clairement définie pour son intérêt convivial : autres rapports de travail, autres rapports au marché, autres solidarités. Le mouvement correspond clairement à des aspirations de changement du travail et au problème de l'emploi. Mais on voit moins bien comment cela peut devenir une stratégie offensive par rapport au désinvestissement des groupes financiers.

Deux articles consacrés aux technologies dont celui de Gérard Fouriez qui évoque « les luttes technologiques » ne donnent, eux non plus, aucune perspective stratégique, même si ce dernier insiste sur la nécessité de dépasser l'approche de la technologie comme celle d'une simple machine qu'il faut piloter.

Par contre, la conclusion du livre de Michel Peffer et l'article de André Fernet (« Heurts et malheurs de la réduction du temps de travail ») dans *la Revue Nouvelle* ont le mérite de poser le problème du temps et de sa gestion comme étant une clé stratégique des changements en cours. Car, il s'agit là d'un objectif où l'on peut lier concrètement les problèmes de rénovation économique, de gain de productivité par le biais des technologies et des formes de solidarité à maintenir (redistribution du temps, des revenus, des charges sociales)... tout en faisant jouer à l'État un rôle dynamique, sans pour autant lui demander de « se substituer aux acteurs sociaux ».

NOTES

¹ Il est à noter qu'en rejetant ces modèles (convivialité, écologie...) dans le secteur non compétitif de la société duale, le projet dual tend à désamorcer leur ambition à transformer le social : c'est en quelque sorte les assigner à résidence dans la périphérie du jeu social et économique, leur laisser le soin de mieux gérer le social, et certains diront la misère.

² Voir l'article de Bénétou dans : « États protecteurs en crise », *Futuribles*, mai 1983, n° 66.

³ L'article de Jacques Defourny décrit les nouvelles coopératives en Wallonie.

Jean-Claude Kaufmann, avec la collaboration de Monique Laigneau, *La Vie H.L.M. Usages et conflits*, Les Éditions ouvrières, Paris, 1983, (183 p.)

François Charbonneau, Institut d'urbanisme, Université de Montréal.

Traiter de la vie résidentielle des milieux populaires en général ou de celle des milieux H.L.M. en particulier est peut-être indifférencié, si ce n'est que les effets spécifiques qu'engendre leur système respectif de production et de gestion sont à prendre en compte. Chose certaine, dans un cas ou dans l'autre l'entreprise est difficile, et à plus d'un titre. D'abord la littérature sur le sujet est énorme, pour ne pas dire à répétition... C'est sans doute pour éviter cet écueil que *La vie H.L.M.* puise certaines informations à quelques sources directes et inédites. Cette procédure n'est pas toujours heureuse dans la mesure où l'auteur a tendance à présumer que le lecteur connaît la littérature sur le sujet, par exemple les débats historiques qui jalonnent l'histoire du logement social en France.

En deuxième lieu — le présent ouvrage le cerne d'entrée de jeu —, les trois lettres H.L.M. recouvrent une réalité mouvante, ou plutôt des réalités culturelles, sociales et politiques complexes. Allons voir au hasard quelques-unes des dimensions sur lesquelles l'auteur insiste.

Pour ceux qui n'y vivent pas, les H.L.M. ne sont rien d'autre qu'une architecture ratée et austère, aux standards réduits et réducteurs. En ce qui concerne cette dimension architecturale, l'auteur montre très bien en quoi le logement social a été, est encore, un lieu expérimental

de genèse des normes de vie. Mais il s'oppose à des interprétations « abusives » du genre véhiculé par des analyses s'appliquant à dresser la généalogie de la machine à habiter, lieu des « disciplines à domicile ». Au contraire, l'auteur nous dira que « ce n'est plus pour éduquer, pour inculquer une morale que cette recherche se développe mais pour améliorer la fonctionnalité du logement et répondre aux besoins de ses occupants (p. 49) ». L'argument est inopérant. C'est répondre à l'abus interprétatif par la pureté des intentions. N'est-ce pas justement cette poursuite incessante de la fonctionnalité qui remplace l'obsession de la propreté à inculquer aux « milieux dangereux » qui peuplaient les villes du XIX^e siècle. L'auteur se reprendra en notant très clairement que dans la construction par modèles, le « fonctionnel », le « normal » et le « standardisé » se confondent dans un même mouvement qui conduit à une certaine uniformisation du cadre bâti dépassant les seuls logements sociaux (p. 49) ». La réflexion reste à approfondir et n'est pas une question simplement académique.

En France, H.L.M. implique aussi, non pas un, cas du Québec, mais plusieurs modes de distribution juridique du logement — de la location à la propriété d'occupation pavillonnaire —. Ce qui fait que le mouvement français, très diversifié dans son organisation (5 grandes familles d'organismes), atteint plu-

sieurs catégories socio-professionnelles. Depuis trente ans, le parc de logement H.L.M. a connu une augmentation rapide et considérable, en faveur du locatif. Ce dernier est passé de 700 000 unités en 1963 à 2 500 000 en 1978 ! La composition sociale des bénéficiaires suivant le même mouvement, les ménages aisés quittent les H.L.M. Comme ailleurs, la politique H.L.M. française s'adresse désormais à cette population jugée « captive » par les organismes. Ainsi 46,5 % des locataires H.L.M. sont ouvriers et 20,6 % sont des inactifs. C'est cette part croissante du locatif qui tend à ce que les gens confondent H.L.M. et grands ensembles : localisation à la périphérie, insonorisation insuffisante et grands immeubles qui renforcent, viennent densifier une ségrégation sociale accrue. L'objet de l'ouvrage est de procéder à l'examen de cette situation résidentielle des locataires des H.L.M.

Finalement, H.L.M. renvoie à un mouvement social dont la tradition de revendication oscille entre l'opposition aux contrôles (politique, administratif, réglementaire, etc.) et la lutte pour la participation. Ce mouvement semble acquiescer de l'ampleur depuis quelques années et tente de faire adoucir le long catalogue des interdits et obligations, à se doter de nouveaux pouvoirs qui vont du « pouvoir choisir » au « pouvoir gérer » en passant par le « pouvoir concevoir » et le « pouvoir user ». L'auteur est très avare de commentaires sur le sens et la portée de cette lutte d'une population captive pour sortir du paternalisme administratif et de l'infantilisme social qui la désespère. Le professionnel du social en ressort beaucoup plus au fait des critères administratifs de gérance des H.L.M., que le militant armé de thèmes mobilisateurs.

Les dimensions architecturales, juridiques, historiques et sociales de la réalité H.L.M. se soudent en une structure résidentielle de « voisinages en con-

flits ». On aurait apprécié que l'ouvrage ajoute à ces dimensions la conjoncture actuelle de la politique du logement social au sein de l'ensemble des politiques publiques de l'État français socialiste. La crise de l'État-providence et la tendance des appareils gouvernementaux des pays capitalistes avancés à se désintéresser du logement social doit bien se répercuter de manière originale sur la population des H.L.M. et le fonctionnement des organismes de gestion.

Le sous-titre de *La vie H.L.M.* est « usages et conflits ». L'auteur a donc la volonté première de systématiser la description de la vie en H.L.M., surtout d'en circonscrire les axes de production d'un « habit d'arlequin », c'est-à-dire de différences qui font qu'il y a non pas une vie H.L.M., mais « derrière le béton mille vies ». La liste des questions et des thèmes est infinie. Quels sont les effets de l'assignation à résidence (procédure d'allocation des logements par les administrations) ; comment sont perçues et pratiquées les obligations d'entretien des espaces collectifs ou l'empêchement de modifier le logement et d'y bricoler ; l'enchevêtrement des modes de vie repose-t-il sur une infinité de petites choses comme les discordes sur le droit ou non de suspendre le linge qui sèche aux fenêtres et aux balcons, etc. « Mais comme le choc est permanent entre les morales qui se côtoient et s'affrontent, les dissemblances infimes prennent souvent des significations profondes » (p. 88).

Il serait difficile de résumer les observations que *La vie H.L.M.* accumule. D'abord parce qu'elles sont nombreuses et intensément imbriquées les unes dans les autres ; ensuite parce que l'approche et la démarche de l'auteur lui sont très personnelles, pour ne pas dire subjectivement caractérisées jusque dans les catégories descriptives, par exemple celles relatives aux attitudes de vie : « les enrégés, les désinvoltes révoltés, les bruyants déconcertés ».

On touche là à mon avis le problème méthodologique fondamental des histoires de vie. Faire la chasse aux vies concrètes et différenciées se cachant derrière des comportements personnalisés et des conflits de voisinage disproportionnés par rapport à leurs motifs de départ (saleté, bruit, chiens et enfants) ne devrait pas se libérer de l'élaboration de certaines propositions théoriques et méthodologiques. On ne sait même pas à partir de combien d'entrevues les chercheurs appuient leurs dires. La manière ethnologique est sans aucun doute un empirisme qui se développe en réponse aux abus des abstractions formalistes de certaines théories structuralistes, marxistes ou positivistes. Ce n'est pas à négliger. Sauf que parfois cette sociologie avant le sociologie, avant la lettre, devient peut-être plus l'affaire du poète ou du romancier que celle de l'écrivain des sciences humaines. La frontière entre les deux n'est pas que littéraire. Elle est et dans l'intention et dans la méthode.

Malgré l'affaiblissement de la solidarité traditionnelle que l'on prête aux classes populaires, — je ne suis pas convaincu que l'existence de cette solidarité aille de soi —, quel mode de communication, d'échange de bons procédés, rend la vie H.L.M. praticable ? C'est l'usage moyen. Cette expression est heureuse et la définition que l'auteur donne du contenu notionnel qu'elle véhicule l'est aussi : « La détermination de l'usage moyen est toujours le résultat de rapports de forces » (p. 138). Et deux angles en permettent l'analyse : « D'un côté, il prouve la capacité des locataires d'un immeuble ou d'un palier, à organiser, malgré les obstacles, leur vie collective... De l'autre côté, on doit constater que la production de l'usage moyen est inévitablement un mécanisme de domination et d'écrasement des comportements gênants, c'est-à-dire des modèles culturels différents » (p. 142).